
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 17 au 23 octobre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations États-Unis/Mexique

Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a adressé une lettre au président du *Committee on ways and means* dans laquelle il s'engage à allouer 70 M USD en 2020 et 830 M USD répartis sur les six prochaines années pour mettre en œuvre la réforme du travail. Le Président a par ailleurs proposé une augmentation du salaire minimum de 2 points de pourcentage au-dessus de l'inflation. Le Mexique espère ainsi accélérer la ratification de l'USMCA pour qu'il ne soit pas paralysé par la campagne électorale étatsunienne.

Economie

Le gouvernement mexicain a notifié à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 11 octobre, la révision de son système d'étiquetage des produits non alcoolisés. Les États membres de l'OMC disposent désormais de 60 jours pour émettre des avis sur le sujet. Le nouveau règlement prévoit l'obligation d'apposer des pictogrammes noirs à l'avant des produits contenant des taux élevés de sucre, graisse, sel et calories. Les illustrations incitant à la consommation de ces produits ne pourront plus figurer sur les emballages.

L'emploi formel a augmenté de 2,5% (g.a.) sur les neuf premiers mois de l'année, selon le ministère du travail. Le nombre d'emploi est calculé en fonction du nombre de travailleurs enregistrés à l'institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS). En détail, la région *Bajío*, a vu son nombre de travailleurs formels augmenter de 4,1% g.a., poussé par l'implantation d'entreprises étrangères dans l'automobile et l'aéronautique. Au total, 20 millions de travailleurs sont inscrits au registre de la sécurité sociale.

Le principal indicateur boursier mexicain (IPC S&P / BMV) pourrait atteindre les 49 500 points d'ici la fin 2020, soit une augmentation de 14% en un an. Les analystes boursiers prévoient que l'économie mexicaine renouera avec la croissance économique et que les taux d'intérêt continueront de baisser. Ceux-ci restent toutefois relativement plus élevés que dans d'autres économies du monde limitant ainsi les risques de sorties de capitaux. Ces prévisions tablent également sur une ratification de l'USMCA par les États-Unis et le Canada.

Au mois de septembre, les investisseurs étrangers ont augmenté leur exposition sur le marché des actions mexicain de 258 M USD, après deux mois de décollecte. De plus, sur les neuf premiers mois de l'année, les nouveaux capitaux sur le marché des actions ont atteint 2,5 Mds USD soit une hausse de 20% g.a. Les deux baisses successives du taux directeur, l'annonce du budget et une relative stabilité politique ont été les principales raisons de cette hausse de l'investissement.

La croissance du secteur automobile mexicain devrait connaître un coup d'arrêt en 2020, plombée par une baisse prévue des ventes aux États-Unis de 3% et par un marché domestique atone, selon le cabinet de conseil IHS Markit. Ce dernier recommande de stimuler le marché intérieur pour compenser la baisse des exportations et de revoir les objectifs de production de véhicules légers à 3,8 millions d'unités par an, contre l'objectif de 5 millions de voitures pour 2020.

Le Mexique a perdu six places dans le classement *Doing Business 2020* de la Banque Mondiale, passant ainsi de la 54^{ème} à la 60^{ème} place. Le rapport mesure l'environnement des affaires dans 190 pays. Le Mexique a enregistré une baisse de sept des dix indicateurs notamment la facilité d'ouverture d'une entreprise et le paiement des impôts. Seul l'indicateur de protection des investisseurs minoritaires s'est amélioré. Le Mexique est le deuxième pays d'Amérique Latine, derrière le Chili et a obtenu de meilleurs résultats que d'autres économies émergentes tels que l'Inde, le Vietnam ou encore l'Afrique du Sud.

Les taux de criminalité élevés et la faiblesse de l'état de droit font partie des problèmes structurels qui empêchent une croissance plus rapide de l'économie mexicaine, selon A. Werner, directeur du Département Hémisphère occidental du FMI.

Le Mexique devrait concentrer ses efforts sur l'amélioration des relations commerciales avec l'Union Européenne et l'Amérique latine, selon V. Díez Morodo, président du conseil mexicain des entreprises pour le commerce extérieur

(COMCE). Il s'agit pour lui de tirer ainsi parti de la position des entreprises mexicaines dans le monde, le Mexique étant le principal pays d'Amérique latine à investir à l'étranger.

Finances publiques

La plénière de la Chambre des députés a approuvé les revenus pour l'année 2020, qui devra maintenant passer au Sénat avant le 31 octobre. Selon les experts, l'approbation de ce budget envoie un signal positif aux agences de notation et aux investisseurs concernant la bonne tenue des finances publiques. En revanche, les députés de l'opposition se sont interrogés sur le fait que les estimations de revenus soient « très optimistes ». **Le vice-ministre des finances et du crédit public, G. Yorrio, a demandé aux sénateurs de ne pas réduire davantage l'excédent primaire aujourd'hui établi à 0,7% du PIB.** Le gouvernement souhaite maintenir la dette à un montant constant pour rassurer les investisseurs étrangers.

L'administration fiscale mexicaine (SAT) a recouvré 1,6 Md USD de dettes fiscales sur les neuf premiers mois de l'année soit 71% de l'objectif fixé pour l'année 2019.

Entreprises et grands contrats

La commission des finances de la Chambre des députés a approuvé un projet de loi visant à assouplir le régime fiscal de PEMEX, réduisant la redevance (Derecho Utilidad Compartida) au gouvernement de 65% à 58% en 2020 et 54% en 2021. Le ministre des finances, A. Herrera, a estimé la perte pour l'Etat à 4,5 Mds USD, compensée à moitié par l'augmentation des revenus de l'entreprise publique et à 50% par un apport du budget fédéral venant d'une réduction de l'apport fédéral aux municipalités.

Pour atteindre une capacité de raffinage de 900 000 barils journalier, le gouvernement a annoncé vouloir réduire les exportations de brut de PEMEX à 800 000 barils journaliers (vs 1,1 million de barils aujourd'hui) et ajuster la perte des revenus issus de cette activité par une baisse des importations. Le vice-ministre en charge des hydrocarbures au ministère de l'énergie a par ailleurs annoncé vouloir poursuivre la hausse de la production pétrolière avec le forage de 400 puits en 2020, soit le double de ce qui a été réalisé en 2019.

Selon le ministre du tourisme, les appels d'offres pour la construction du « train Maya » devraient commencer en janvier 2020. Le train passera par 17 stations et aura un objectif triple : transport de voyageurs, tourisme et fret.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 16/10/2019
Bourse (IPC)	+0,0 %	-6,1 %	43 546 points
Taux de change USD/Peso	-0,4 %	-2,1 %	19,12 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,1 %	-4,1 %	21,28 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-0,8 %	-33,5 %	46,97 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) vers le Guatemala se sont contractés de 1,9% au cours du premier semestre 2019 (g.a), d'après la Banque centrale de Guatemala (Banguat). Ils ont atteint 535,7 M USD sur la période.

Le Guatemala négocie actuellement 22 accords aériens de « ciel ouvert » avec différents pays afin d'attirer et développer ses liaisons aériennes. Les pays concernés sont le Canada, l'Espagne, l'Argentine, le Chili, la Colombie, l'Islande, l'Indonésie, Singapour, l'Allemagne, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, le Koweït et le Luxembourg. Ces négociations s'inscrivent dans le cadre d'un projet de loi, actuellement en cours de discussion au Congrès, visant à modifier la fiscalité des compagnies aériennes desservant le pays.

Le projet de Zone de Développement Economique Spécial Public (ZDEEP) de Puerta del Istmo à San Marcos a été approuvé par le congrès. Celui-ci, prévoit 250 M USD d'investissements privés (dont 4 M USD cette année). Il consiste à développer un centre logistique et un parc industriel à la frontière mexicaine qui devrait générer 4 000

emplois. L'entreprise Puerta del Istmo est en discussion avec l'agence de coopération étatsunienne USAID et cherche par ailleurs l'appui de banques de coopération telles que la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Malgré une hausse de la production de café de +2,6% (g.a) pour la récolte 2018-2019, l'Association Nationale de Café (ANACAFE) enregistre une baisse de 4,3% des recettes d'exportation, en raison de la baisse des cours mondiaux du café. La récolte a généré 664 M USD de recettes contre 693 M USD lors de la récolte passée.

Le Gouvernement lance un appel d'offres portant sur la fourniture de 3 680 000 plaques automobiles. La date limite de remise des offres est fixée au 28 novembre 2019. Plus d'informations sur la plateforme Guatecompras : <http://www.guatecompras.gt/> - référence NOG 11294345.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

La chambre Hondurienne de l'industrie de la Construction (Chico) anticipe une baisse de 180 M USD des investissements dans le secteur en 2019 et une suppression de 20 000 emplois. Cette prévision plutôt pessimiste s'explique notamment par une baisse de 0,2 point de pourcentage g.a. de l'activité économique du pays en 2019.

D'après la banque centrale du Honduras, la valeur ajoutée de la production de l'industrie des *maquiladoras* a augmenté de 8,2% g.a. en 2018, et devrait croître de 7 % en 2019. La valeur ajoutée des *maquilas* enregistrée en 2018 était de 1,5 Md USD, soit 110 M USD de plus qu'en 2017. Les *maquilas* représentent désormais 26% de l'industrie manufacturière et 4,4% du PIB, grâce aux efforts d'innovation et d'amélioration des processus de production des acteurs de cette filière. Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont entraîné une hausse de la demande extérieure.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le ministère des finances admet que la crise politique a entraîné un manque à gagner de 733 M USD en termes de revenus non perçus par le gouvernement nicaraguayen entre avril 2018 et septembre 2019. Le ministère estime par ailleurs qu'entre le début de la crise en 2018 et la fin de l'année 2020, le gouvernement aura perdu l'équivalent de 1,4 Md USD de recettes.

Après 16 mois de baisse et une première hausse de 39 M USD en août (g.a), les dépôts bancaires ont augmenté de 41 M USD en septembre. Si la Surintendance des banques et autres institutions financières du Nicaragua (SIBOIF) considère cette évolution comme encourageante, la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et Social (FUNIDES) estime que le panorama financier est encore trop incertain pour conclure qu'il n'y aura plus de fuites de capitaux.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Les recettes totales du gouvernement ont atteint 4,3 Mds USD entre janvier et août 2019, soit une baisse de 5,3% (239 M USD) par rapport à la même période en 2018. En ce qui concerne les recettes fiscales, elles ont fortement diminué, comptabilisant un total de 3,4 Mds USD sur la période, soit une diminution de 19% (-788 M USD) g.a.

Sur les huit premiers mois de l'année, 85% de la production agricole panaméenne a été exportée à destination de l'Europe, désormais premier débouché des produits agricoles panaméens.

Lors d'une réunion à Paris, le GAFI a souligné les efforts réalisés par le Panama en termes de coopération mais a rappelé la nécessité de redoubler d'efforts pour la mise en place de son plan d'actions. Le GAFI a par ailleurs insisté sur l'importance de mettre en place les mesures afin d'identifier les expéditeurs de fonds qui n'ont pas de licence et d'assurer la mise à jour adéquate des informations concernant les bénéficiaires. Le GAFI a également mentionné la nécessité de mettre en place des mécanismes afin de contrôler les sociétés offshore.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La somme des investissements directs à l'étranger (IDE) en direction du Salvador aurait été de 7,2 Mds USD au cours des 15 dernières années, d'après la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

(CEPAL). Le Salvador aurait ainsi perçu 2 fois moins d'IDE que le Honduras (15 Mds USD) ou que le Guatemala (14 Mds USD). Le Fonds Salvadorien pour le Développement Economique et Social (FUSADES) explique cette relative faible captation d'IDE par une détérioration du climat d'investissement, notamment liée au manque de coopération entre le secteur public et privé au cours des 10 dernières années.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Le département du Commerce étatsunien a annoncé l'entrée en vigueur, à partir du 21 octobre, de nouvelles sanctions contre Cuba. Les mesures concernent notamment l'interdiction de location d'avions à des compagnies aériennes cubaines, l'interdiction de certains dons destinés à Cuba et au Parti Communiste et la suppression de l'autorisation d'exportation d'articles « promotionnels bénéficiant au gouvernement cubain », sans pour autant que cette catégorie de produits soit définie à ce stade. Parallèlement une autre mesure a été annoncée : de nouvelles restrictions seront mises en place, limitant l'exportation et la réexportation vers Cuba de biens contenant plus de 10% (seuil *de minimis*) de composants ou de pièces d'origine américaine. Après la décision de l'administration de B. Obama en 2015 de retirer Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme le seuil *de minimis* était passé à 25% pour les biens dits « non stratégiques ».

Sur les huit premiers mois de l'année 2019, près de 519 000 cubains ont réalisé 889 000 déplacements à l'étranger, soit une augmentation respective de 22% et 23% par rapport à la même période en 2018. Cette augmentation est la conséquence de la réforme migratoire approuvée en 2013, qui a facilité les voyages aux Cubains, offrant la possibilité à plus d'un million d'entre eux de se rendre à l'étranger, dont 364 000 aux Etats-Unis. Par ailleurs, près de 57 000 émigrés cubains se sont réinstallés sur l'île depuis l'application de la réforme migratoire.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le chômage continue sa baisse en juillet, à 7,8 % (-0,6 pdp g.a.). La population active croît de 2,6 % g.a. L'emploi informel atteint 491 600 jamaïcains, soit 36 % de la population active. Le chômage des femmes atteint 10,2 %, contre 5,8 % pour les hommes. Le taux de chômage des jeunes reste élevé, à 20,2 %, mais connaît une baisse importante.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

L'activité économique a crû de 5,1 % g.a. en septembre, selon le Gouverneur de la Banque centrale. La croissance avait atteint 4,8 % en août dernier. La croissance dominicaine est notamment dynamisée par les services financiers (+8,8 %), la construction (8,5 %), l'énergie et l'eau (7,9 %). Toutefois, l'activité touristique est à l'arrêt (+1 % entre janvier et septembre), résultat d'une campagne médiatique concernant le décès de plusieurs touristes étatsuniens sur l'île. Le crédit au secteur privé a crû de 11 % g.a. en septembre, résultat de la politique monétaire accommodante de la Banque centrale.

Les troubles politiques et sociaux en Haïti affectent également l'activité commerciale en République dominicaine, selon l'association des entreprises du commerce de gros. Pour mémoire, la République dominicaine est le principal partenaire commercial d'Haïti, et ce dernier représente près de 10 % des exportations dominicaines (3^{ème}).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.